

Face au méprisant de la République Construisons l'alternative pour le progrès et la paix (p. 3)



Vidéo

Discours
de politique
générale
Stéphane Peu

Fabien Roussel en Loire-Atlantique (p. 6)

Purge

« On ne compte plus les dîners de patrons, écrit ce week-end dans un long reportage – sur deux pleines pages – le service Entreprises du Figaro, où certains estiment ouvertement qu'une purge est inévitable et que le pays n'échappera pas à un gouvernement de droite autoritaire à la Méloni. » Une purge, carrément ! Mussolini faisait purger ses adversaires à coup d'huile de foie de morue. C'est ça le nouveau programme du MEDEF ? L'article en question se poursuit ainsi : « Ceux qui (autour de la table de ces dîners) connaissent l'histoire ne sont pas nécessairement majoritaires et ne prennent pas la parole. » ❄

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Ils se sont faits entendre.



17 & 18 octobre, à partir de 17 h : Fête de l'Humanité et des libertés : Expositions, débats, spectacles, repas... Entrée gratuite. Salle Recroix, Le Cannel (06)

17 octobre, à partir de 17h45 : Veillée du Souvenir, intervention d'Yves Quiniou pour le Comité du Souvenir, évocation artistique « On ne prépare pas l'avenir sans éclaircir le passé » par Claudine Merceron du Théâtre d'ici ou d'ailleurs. Monument aux 50 otages et à la Résistance, Nantes (44)

17 octobre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de Nantes : la première guerre d'Algérie : conquête et résistance. Avec Alain Ruscio, historien, spécialiste de l'empire colonial français. Il a publié de nombreux ouvrages consacrés à l'Indochine et à l'Algérie, notamment, dont *La première guerre d'Algérie ; une histoire de conquête et de résistance* (éd. La Découverte 2024). Lieu Unique, Nantes (44)

18 octobre, à partir de 14 h : La section Grosne Saône organise une journée rencontres populaires : conférence-débat « Sécurité sociale, une conquête en danger » animée par Loïc Pen. **16h30-18h30** conférence-débat « La Paix un impératif, la guerre une absurdité » animée par Francis Wurtz suivie d'une plantation d'un olivier de la paix. Animation musicale. Assiette campagnarde pour clôturer la journée. Salle du foyer rural, St Gengoux (71)

18 & 19 octobre : Fête des Allos, le journal des communistes de Savoie, avec des tables rondes sur Communisme municipal : réalité ou utopie ? La culture : ça ne sert à rien ? ; La Sécurité sociale : un projet du passé ? Dimanche matin : Meeting (de luttes) avec Ian Brossat. Concert de Best of Floyd (l'univers des Pink Floyd) le samedi soir. Bar, restauration, animations...

19 octobre, à partir de 14 h : Cérémonie officielle, interventions de Carine Picard-Nilès, présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt et Stéphane Peu, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale pour le PCF, évocation artistique « 1945, enfin la Paix » chantée par les chorales Méli-Mélo, Chœur et Mouvements et Echosonora. Carrière des fusillés, Châteaubriant (44)

25 octobre, à partir de 15 h : Le PCF Villeurbanne organise sa fête de section avec un débat sur le thème « Communisme municipal : Quelle place à gauche » avec la participation de Philippe Rio (maire de Grigny, 91), Amandine Demore (maire d'Echirolles, 38) et Léna Arthaud (conseillère métro-

politaine, cheffe de file des communistes de Villeurbanne pour les élections municipale et métropolitaine). Suivi de concerts puis d'une soirée de musique cubaine, DJ, stands associatifs, etc. CCVA (Centre culturel et de la Vie associative), Villeurbanne (69)

7 novembre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de Nantes : Le jacobinisme a-t-il existé ? Avec Guillaume Roubaud-Quashie et Côme Simien, historiens chercheurs (Paris 1 Panthéon-Sorbonne/CNRS). Entre autres livres, ils ont publié ensemble *Haro sur les Jacobins : essai sur un mythe politique français : XVIIIe-XXIe siècle* (éd. Puf 2025). Lieu Unique, Nantes (44)

29 novembre, à partir de 9 h : Assemblée générale de l'Amicale des vétérans des Yvelines : débat sur « La Palestine et le Moyen-Orient », avec Leila Mousavian-Huppe, membre de la Commission internationale du PCF. Salle 1901, Trappes (78)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

7 novembre, à partir de 18 h : Séance 2 des Ateliers d'histoire du communisme : Les internationales ouvrières et l'enjeu du Front populaire. A la Fondation Gabriel-Péri, Tour Essor, 22e étage, 14 rue Scandicci, 93500 Pantin). Avec Adeline Blaszkiewicz-Maison (maîtresse de conférences à l'Université Paris-1 Panthéon Sorbonne) ; Corentin Lahue (historien et archiviste à la Fédération CGT de la Métallurgie) ; Serge Wolikow (professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, président du Conseil scientifique de la Fondation Gabriel Péri) ; Roger Martelli (historien).

Inscription en présentiel : inscription@gabrielperi.fr
Inscription à la visioconférence :

https://us02web.zoom.us/join/register/WN_1L2lBc9wSoelq3Dm8YFcbA#/registration

28 & 29 novembre : 10^e rencontres d'histoire critique de Gennevilliers : Médias. Faire vivre la liberté. Droit inaliénable de l'humanité. Espace des Grésillons, 28 avenue Paul-Vaillant-Couturier, 92230 Gennevilliers. (Programme définitif et intervenants à venir bientôt)

Face au méprisant de la République

Construisons l'alternative pour le progrès et la paix

Le Président de la République a décidé de renommer Premier Ministre Sébastien Lecornu, premier ministre démissionnaire, avec un mandat clair : faire adopter un budget 2026 conforme à sa politique. Alors que sa politique a été battue aux dernières élections législatives, cette décision est un nouveau déni démocratique d'une exceptionnelle gravité.

Face à cette provocation, les communistes partagent l'inquiétude, la colère et la lassitude de nos concitoyennes et concitoyens devant les manœuvres politiques qui ne répondent pas à leurs immenses attentes sociales et démocratiques.

Nous refusons les mesures de régression sociale issues du précédent projet de budget et les mesures qui privent de moyens le service public, les associations et les collectivités locales et plongent le pays dans la crise, tout en confortant les profits du capital. Et nous ne nous contentons pas de demi-mesures sur les retraites sans que le Parlement n'ait réellement la main pour abroger la réforme.

Alors que le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France représente 1 128 milliards d'euros, deux fois plus qu'en 2017, c'est à nous, aux salarié·es, aux privé·es d'emploi, aux retraité·es, aux jeunes, que ce gouvernement demande de mettre encore une fois la main à la poche ! C'est un vrai braquage organisé par la finance contre le peuple, contre l'État, contre la République, contre la démocratie, qui appelle les citoyennes et les citoyens, les salarié·es à prendre le pouvoir sur l'argent et la production.

Cette offensive s'inscrit dans une crise systémique du capitalisme à l'échelle mondiale.

Les grandes puissances économiques et financières ont recours à la guerre économique, politique et militaire pour conquérir les marchés, les ressources, les zones

d'influences et maintenir le taux de profit.

Face à cette impasse historique, les classes dominantes choisissent la voie dangereuse du repli nationaliste, de l'extrême droite et s'apprêtent à faire payer aux peuples les guerres impérialistes. Ce mouvement n'épargne aucun continent.

Dans cet affrontement de classe violent, le travail est à nouveau massivement réduit à une fonction de subsistance. Pour la grande majorité de nos concitoyens, travailler ne signifie plus s'émanciper, mais simplement survivre et se nourrir.

Notre pays vit une très grave crise sociale.

Deux millions de nos concitoyennes et concitoyens vivent sous le seuil de pauvreté et des dizaines de milliers d'emplois sont à ce jour encore menacés de plans de licenciements. Plus de 4 millions de personnes sont mal logées et plus de 2,9 millions en attente d'un logement social.

Dans cette situation, nous appelons d'abord et avant tout à amplifier la mobilisation sociale avec les organisations syndicales pour résister à la politique menée, et gagner par la lutte des avancées pour le monde du travail.

Nous continuerons de nous battre pour obtenir des victoires, nous censurerons le Premier Ministre nommé et nous nous tenons prêts à un retour aux urnes.

Conscients de la menace inédite de l'extrême droite et de la droite extrémisée qui se rapprochent dangereusement, conscients du basculement d'une partie consé-



quente du grand patronat qui a choisi l'extrême droite comme personnel politique, nous lançons un appel aux travailleurs et aux travailleuses, aux forces syndicales et associatives et aux forces de gauche pour résister et construire l'alternative politique.

Nous voulons un changement de politique pour le progrès et la paix.

Avec la nomination pour la seconde fois de Sébastien Lecornu, le signal envoyé à nos concitoyennes et concitoyens est clair : le Président de la République veut encore et toujours garder la main pour que rien ne change.

Nous, les communistes, affirmons au contraire depuis des mois l'urgence d'un changement de politique pour le progrès et la paix.

Oui, nous voulons plus que tout que la vie change pour chacune et chacun : la fin de la vie chère, un travail qui a

du sens et bien rémunéré pour une vie digne, une sécurité d'emploi et de formation pour toutes et tous, une meilleure sécurité sociale, l'accès à des services publics de qualité, une transformation écologique des productions et de la consommation.

Il faut développer le pays, donc accroître les dépenses publiques utiles et changer profondément le comportement des entreprises et des banques. Pour cela il faut conjuguer justice et efficacité, en commençant à combattre la logique du capital.

C'est pourquoi, nous proposons tout de suite de mettre à l'ordre du jour :

- L'augmentation des salaires et l'égalité professionnelle femmes-hommes.
- L'abrogation de la réforme des retraites.
- La taxation des hauts revenus et des revenus du capital, des critères sociaux et environnementaux sur les 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises. Une semaine d'action des communistes sera organisée sur cet enjeu des 211 milliards d'euros d'aides publiques.
- Un fonds d'avance de 100 milliards d'euros dès 2026 pour l'investissement, l'emploi et la formation dans l'industrie et les services publics et la lutte contre le réchauffement climatique.

Emmanuel Macron est le premier responsable de la situation de blocage du pays. Depuis un an, malgré la défaite de ses soutiens aux élections législatives de 2024, c'est lui qui, avec l'appui du socle commun, a décidé de refuser tout changement de cap politique.

Il a dit non à la nomination d'un Premier Ministre de gauche, non à l'abrogation de la réforme des retraites, non à l'augmentation des salaires et des pensions, non à la taxation des plus riches et du capital, non à la transformation des aides publiques aux entreprises, non au développement des services publics et à un réel débat sur leur financement.

Il mène un combat de classe acharné et agit de concert avec le MEDEF dans une offensive sans précédent pour les profits et contre l'emploi, les salaires, la sécurité sociale, la transition écologique.

Comme l'immense majorité des Françaises et des Fran-

çais, nous constatons qu'Emmanuel Macron a perdu toute légitimité populaire à la tête de l'État. Le présidentialisme de la Ve République est à genou. Il a montré toutes ses limites et ses dangers que les communistes avaient déjà pointés lors du référendum de 1962.

C'est pourquoi nous appelons à redonner le pouvoir au peuple et à ses élu-es, au Parlement.

Mais cela ne suffira pas à gagner un changement de politique.

L'acharnement du Président de la République trouve sa source dans la demande des multinationales d'un pouvoir tout entier à leur service, concentré dans les mains d'un seul homme. C'est la boussole qui le guide depuis son élection : les marchés et les profits plutôt que l'humain, le capital plutôt que le travail.

L'heure est à la justice fiscale et à réorienter l'argent de l'État, des banques et des entreprises qui vient nourrir les profits et appuyer les délocalisations, vers l'emploi et la formation dans l'industrie et les services publics, les salaires, la transition écologique.

L'heure est à prendre le pouvoir au Président, aux ultra-riches et aux grands actionnaires des multinationales, en exigeant davantage de pouvoirs pour les citoyennes et des citoyens, de pouvoirs pour la représentation nationale, de pouvoirs pour les salarié-es dans les entreprises. Ensemble, nous voulons une refonte de nos institutions et de notre démocratie sociale pour une nouvelle République et une nouvelle constitution ouvrant de nouveaux pouvoirs aux travailleurs et travailleuses, aux élu-es locaux, à la représentation nationale. Ces changements majeurs nécessiteront la mise en place d'une assemblée constituante.

Nous lançons un appel aux travailleurs et travailleuses, aux forces syndicales et associatives du pays et à toutes les forces de gauche, à débattre des propositions de rupture que nous portons, à s'unir pour obtenir le changement de politique tant attendu et pour battre la droite et l'extrême droite.

Depuis début septembre, à l'appel de l'intersyndicale, des millions de travailleurs et travailleuses se mobilisent à nouveau pour les salaires, les retraites, l'emploi, l'industrie, les services publics. Et aujourd'hui, c'est au tour du mou-

vement associatif d'être mobilisé pour obtenir des moyens financiers qui permettent aux associations de poursuivre leur action d'intérêt général pour le pays.

Ces mobilisations sont essentielles pour gagner des avancées. C'est pourquoi le PCF soutiendra toutes les initiatives syndicales et associatives qui réclament la fin de l'austérité et la justice sociale et fiscale.

Le Rassemblement national et ses alliés, absents de ces mobilisations, en opposition aux mesures de justice et aux libertés syndicales et associatives, en faveur d'une baisse des dépenses publiques et d'une priorité au remboursement de la dette, ne sont en rien une alternative. S'ils parvenaient au pouvoir, ils continueraient de servir le capital et aggraveraient les fractures du pays par leur projet xénophobe et raciste.

Fidèles à leur histoire, les communistes sont déterminés à mettre en échec l'extrême droite et la droite extrémisée qui court derrière ses idées de haine.

En cas de dissolution, les communistes appellent à créer toutes les conditions pour battre ces forces et faire élire le plus grand nombre de député-es de gauche et écologistes. Nous appelons à accélérer le travail engagé pour construire dans toutes les circonscriptions les meilleures candidatures à partir des réalités locales pour l'emporter. Le PCF doit également se renforcer à l'Assemblée nationale avec un groupe plus important et dans toute la France avec une meilleure représentation dans l'ensemble des départements.

Nous appelons aussi les citoyen-nes et l'ensemble des forces de gauche et écologistes à faire des prochaines élections municipales un levier pour protéger les habitant-es et développer les services publics locaux. Ces deux rendez-vous sont déterminants. Nous voulons gagner les élections législatives et les élections municipales.

Forts de ces objectifs, les communistes sont pleinement mobilisés pour faire gagner demain les forces du travail, de la création, de la jeunesse et ouvrir de nouveaux Jours heureux pour la France.✊

Paris, le 11 octobre 2025.

Sur le discours de politique générale de Sébastien Lecornu

Faire de la crise une opportunité pour le changement

Le bloc bourgeois macroniste est tellement faible que, sans son annonce sur les retraites, il n'aurait pu produire le moindre consentement et perdait définitivement la capacité à imposer un budget et des réformes conformes aux exigences du capital. Cela aurait été insupportable pour ce dernier car maintenir le taux de profit dans l'affrontement capitaliste et impérialiste actuel impose de poursuivre la destruction méthodique de nos conquies sociaux.

Le risque pour le pouvoir était une dissolution et la fin du macronisme sans garantie d'une majorité d'extrême droite pour continuer de servir les profits. N'en doutons pas : le Rassemblement national n'a qu'un seul objectif, celui de prendre le pouvoir pour imposer un protectionnisme nationaliste, xénophobe, raciste, aussi violent pour les travailleurs et travailleuses que le néolibéralisme et qui tenterait de surcroît de se maintenir en achevant la République par une nouvelle Constitution qui créerait une ou plusieurs catégories de sous citoyens.

Macron et Lecornu ont donc cherché à éviter l'effondrement de leur bloc : réintégrer une partie de la population qui s'en était éloigné tout en s'assurant du soutien du capital par la promesse que rien n'est abandonné sur le fond, voire que cela peut être une opportunité pour reprendre le débat des retraites pour réussir – enfin – à introduire la capitalisation. Cette manœuvre se fait au prix de l'annonce d'une concession sur la réforme des retraites qui montre que le mouvement social a réussi à en faire un débat incontournable et cela est très important pour la suite. C'est une brèche qu'il va falloir approfondir jusqu'à l'abrogation et la conquête de nou-

veaux droits.

Mais soyons clairs, rien n'est joué à cette heure : le Parlement ne s'est pas encore prononcé et la copie budgétaire présentée facture très cher au monde du travail cette potentielle suspension par un musée des horreurs de régressions sociales. Aucune des données fondamentales de la situation n'a changé avec ce discours de politique générale. La « stabilité » actuelle vise à broyer le monde du travail.

Nous devons donc nous préparer à un affrontement de classe de plus grande intensité.

Cela nous impose deux grandes tâches :

1) Désigner toujours plus clairement notre adversaire qui n'est pas seulement le Président de la République – dont la destitution et son remplacement par un nouveau Jupiter ne réglerait rien –, mais bien les grands actionnaires des multinationales. Leur reprendre le pouvoir, c'est prendre la main sur la production dans l'entreprise et sur les décisions politiques à tous les niveaux, des communes au Parlement. Commençons par exemple par exiger de fixer nous-mêmes, salariés, syndicalistes, élus locaux et nationaux, des critères sociaux et environnementaux pour réorienter les 211 milliards d'euros d'aides publiques aujourd'hui offertes en cadeau au capital.

2) Élaborer un pacte d'avenir qui unira salariés, privés d'emploi, jeunes, retraités, toutes les forces sociales du pays, autour d'une nouvelle ambition de progrès et de paix pour la France et construire dans les entreprises et dans le pays les luttes pour obtenir des avancées pour sa réalisation.



Organisons en grand le débat public :

- Sur les mesures d'urgences contre la vie chère, pour les salaires, l'emploi, l'industrie, les services publics.
 - Sur les grandes transformations pour dépasser les marchés (marché du travail, marché des produits et services, marché monétaire et financier, le marché mondial) dans un objectif de progrès social et écologique.
 - Sur la politique internationale pour donner à la France une voix indépendante pour la paix.
- Ensemble, faisons de la crise une opportunité pour le changement ! ✪

Igor Zamichiei

Fabien Roussel en Loire-Atlantique

Mardi 7 octobre, Fabien Roussel était en Loire-Atlantique pour une journée riche de signification politique. L'après-midi, il a pu visiter les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, un site stratégique de notre industrie française. Ces chantiers ne sont pas un simple atelier naval. Ils constituent un enjeu majeur pour la souveraineté industrielle du pays, pour l'emploi et pour la transition écologique. En effet, au-delà des paquebots ou des navires complexes, les Chantiers de l'Atlantique développent une expertise grandissante dans la construction de sous-stations électriques pour l'éolien offshore, un segment tout à fait critique pour la montée en puissance des énergies marines renouvelables.

Lors de cette visite, Fabien a pu échanger autour de plusieurs priorités. Les conditions de travail des salariés, souvent soumis à des rythmes intensifs, des exigences de sécurité fortes, et la nécessité que la valeur créée soit équitablement partagée. Il a rappelé que la diversification de la production est essentielle pour amortir les cycles de l'industrie navale classique, tout en renforçant les implantations d'outils capables de répondre aux besoins de la transition énergétique. Produire des équipements liés à l'éolien offshore, notamment les sous-stations électriques, c'est contribuer concrètement à la lutte contre le changement climatique, défis qui pour être relevés nécessiteront une véritable vision et planification à rebours des orientations du pouvoir en place et des logiques capitalistes à l'œuvre dans ce secteur comme chez GE.

Avant cette étape industrielle forte, Fabien Roussel a rencontré des syndicalistes des bassins d'emploi locaux : cheminots mobilisés, opérateurs dans la sidérurgie, agents du port maritime, personnels des services publics. Ces échanges ont permis de mieux appréhender sur le terrain les conditions de travail de



ces femmes et hommes qui produisent les richesses. Suppressions de postes, manque d'investissements publics, précarité accrue, pression croissante des logiques de sous-traitance... Le secrétaire national du PCF a affirmé que la défense des cheminots, la relance de la sidérurgie face au patron voyou Mittal, le soutien aux ports comme le renforcement des services publics sont des leviers convergents pour reconstruire une dynamique vertueuse dans nos territoires. Enfin, en soirée, à Nantes, s'est tenue une réunion publique rassemblant environ 250 personnes à la Manufacture des Tabacs. Ce moment « Avec vous, sans tabou » est devenu un temps d'échange direct avec la population. Les participants ont pu interroger Fabien sur les enjeux politiques du moment, dans un contexte d'instabilité institutionnelle, de crises économiques et de remise en cause des droits sociaux. Le débat a permis de mettre en avant les propositions du PCF. La revalorisation du pouvoir d'achat par des mesures de blocage des prix et de hausse des



salaires, une justice fiscale réelle avec taxation accrue des revenus du capital, ou encore l'abrogation de la réforme des retraites imposée. Face aux logiques de domination capitalistes qui fragilisent les classes populaires, cette réunion a témoigné de l'exigence d'ouvrir des perspectives heureuses pour nos concitoyens.

Cette journée en Loire-Atlantique illustre parfaitement la boussole du PCF. Articuler l'ancrage territorial, la défense des salariés, la relance industrielle et les urgences écologiques. Dans un moment politique marqué par le désarroi et les reculs, c'est en inventant des alternatives concrètes et crédibles, rompant avec les logiques de domination que nous pourrions redonner espoir. ✪

Robin Salecroix
secrétaire départemental

Un sentiment de fraternité et d'espoir

Ce dimanche 12 octobre, dans la préfecture haut-marnaise, l'Union départementale CGT et la fédération du Parti communiste français ont célébré les 80 ans de notre Sécurité sociale. Après une brève introduction de Bernard Socié (secrétaire de la section de Chaumont) et de Martine Artillon (de la section de Saint-Dizier), Franck Monasse (co-secrétaire départemental) et Vincent David (secrétaire de l'UD CGT) ont pu évoquer les origines et la philosophie politique de ce conquies social, invoquant à plusieurs reprises le nom d'Amboise Croizat. Cela a été l'occasion pour le public (une cinquantaine de personnes), une fois de plus, de percevoir les convergences de nos lignes politiques et syndicales.

La parole a ensuite été donnée à nos camarades Guillaume Roubaud-Quashie (directeur de la Fondation Gabriel-Péri) et Silvana Silvani (sénatrice de Meurthe-et-Moselle). Le premier a pu non seulement revenir, en historien, sur les origines plus lointaines de la protection sociale, mais a décidé également d'insister sur les multiples attaques (gaullistes – avec le paritarisme – ou socialistes – avec la CSG) subies par la Sécu. La seconde a, quant à elle, retissé des liens entre l'histoire longue et le temps présent, notamment nos luttes parlementaires autour des affections de longue durée et le cancer du sein. Elle a tenu à rappeler à l'auditoire les attitudes contradictoires et hypocrites des membres du Rassemblement national qui arborent ostensiblement le ruban d'Octobre rose tout en



votant contre les projets de loi visant au remboursement des soins liés à la pathologie. Ce discours d'éducation populaire a pu apporter à toutes et tous des exemples concrets et de nombreux arguments dans l'optique de nos futurs débats face aux contempteurs de notre modèle social.

En amont de ces prises de parole, les présents ont pu profiter de l'exposition éditée par l'Institut d'histoire sociale et la fondation Gabriel-Péri.

Un verre de l'amitié, offert par nos amis cégétistes, a clos la matinée et a permis des échanges avec les conférenciers. Nous avons pu également évoquer nos luttes communes, locales (B. Socié rappelant que le département comptait deux députés d'extrême droite sur... deux possibles) et nationales (dans l'optique d'une future dissolution), avec des représentants du Parti socialiste et de La France insoumise.

Ces échanges ont pu se poursuivre pour celles et ceux qui avaient confirmé leur participation à un

repas confraternel dans une auberge sise aux portes de Chaumont.

Au sortir de cette journée, les personnes interrogées laissent un sentiment de fraternité et d'espoir renforcé et une envie d'« à refaire »...✳

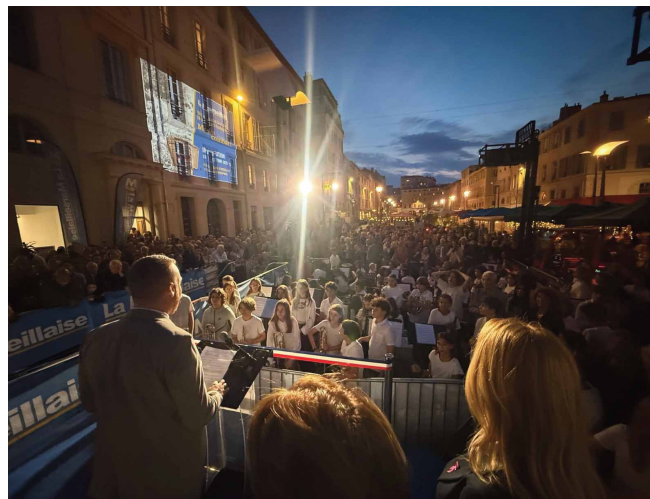
Franck Monasse



Cliquez pour accéder à la Revue

Zou Maï « Aux rotatives de La Marseillaise »

Ce lundi 13 octobre 2025, *La Marseillaise* inaugurerait ses nouveaux locaux, dans les anciennes rotatives du journal, cet endroit pris par les armes en 1943 à un journal collaborationniste, *Le Petit Marseillais*. Plusieurs centaines de personnes (lecteur-trices, ami-es, camarades, anciennes directions et équipes avec les équipes actuelles, influenceurs, consuls, élu-es, une délégation de l'équipe du CN, etc.) se sont réunies pour découvrir l'aménagement de



cet humble hectare de bureaux qui accueillera également le public, et pour vivre ce moment riche en émotion, en fraternité, en faveur d'une presse libre.

Ont pris la parole : le préfet Georges-François Leclerc, qui n'a pas manqué de rendre hommage à notre cher camarade Jean-Charles Nègre (qui nous a quittés en 2020), rencontré dans la Seine-Saint-Denis qu'il affectionnait tant, lui qui a énormément œuvré pour *La Marseillaise* ; Audrey Garino, adjointe PCF représentant le maire Benoît Payan ; Martine Vassal, présidente DVD du département ; Jérémie Bacchi, sénateur PCF, qui, avant de venir au rassemblement, recevait le prix de la « personnalité politique de la région PACA » délivré par le Trombinoscope.

Le tout animé par Pierre Guille, avec une émotion communicative, lui qui a débuté à *La Marseillaise* il y a 30 ans aux équipes d'entretien et en est aujourd'hui l'administrateur.

Le peintre Claude Luca a offert à l'assemblée une performance en direct, et les incroyables élèves du col-

datrice de reprise » du quotidien était proposée au tribunal de commerce, prévoyant notamment la suppression de 80 % des emplois. Les salariés de *La Marseillaise* se sont mobilisés pour monter leur propre projet. Aujourd'hui, le journal a augmenté ses ventes papier de 10 % et ses effectifs – paritaires – de 40 %. Il est de nouveau distribué dans le Vaucluse et, lors de l'inauguration, a été dévoilé la sortie d'une application mobile.

La Marseillaise, c'est aussi des événements comme le « Mondial *La Marseillaise* à pétanque » qui a battu le record de participation cette année avec près de 17 000 joueurs.

Tout ceci sans trahir ni travestir sa ligne éditoriale.

Comme l'a dit Jérémie Bacchi : « Dès ses premières lignes, elle s'est inscrite dans une tradition : celle du courage, de la vérité, et de l'engagement au service du peuple. (...) *La Marseillaise* est née d'un combat – celui pour la liberté, pour la justice sociale, pour la dignité humaine. À travers ses colonnes, elle a

lègé Jean De Bernardy, du nom d'un des fondateurs de *La Marseillaise* tombé face aux nazis, une brillante interprétation musicale, en fanfare, du *Chant des partisans*, et par une prouesse en canon de *la Marseillaise*.

« Nos finances sont de porcelaine, mais notre volonté est d'acier et nos lecteurs en or » L.P.

En 2020, suite à la crise COVID, une « option pré-

défendu les travailleurs, les syndicalistes, les militants, les habitants des quartiers populaires, les paysans, les enseignants, les artistes, tous ceux qui font vivre ce territoire et qui refusent la résignation. (...) Ces nouveaux locaux symbolisent cette continuité entre l'héritage et l'avenir. »

La presse émancipatrice en danger

Par les temps qui courent, la presse est menacée partout dans le monde. Déjà, partout où l'extrême droite avance, les libertés reculent et il en est de même pour la liberté de la presse. La France n'en est pas exemptée puisqu'en 2025, elle est devenue 25^e au classement de la liberté de la presse par RSF, notamment par la concentration des médias (dont la plupart de la PQR) aux mains de milliardaires.

Léo Purguette, président et directeur éditorial qui, il y a cinq ans, se tenait à la barre du tribunal de commerce pour arracher un prêt refusé, était également à la barre il y a 15 jours, avec le journaliste Tristan Arnaud, attaqués en diffamation par le député d'extrême droite gardois Alexandre Allégret-Pilot. Il figure également dans la liste des journalistes menacés d'une « balle dans la nuque » publiée par un journal d'extrême droite.

Ainsi, soutenir *La Marseillaise*, c'est soutenir la presse, libre de surcroît. Comme l'a dit Jérémie Bacchi : « *La Marseillaise* n'est pas un simple titre de presse. C'est un bien commun. Un patrimoine vivant de la gauche, du mouvement ouvrier, de la mémoire et de la résistance. » ✊

Rachel Ramadour

NB : Le projet a été mené par les architectes Sophie Baldassari et Charlotte Beraha, et l'aménagement par la coopérative CPMM qui aménage également la loge présidentielle de l'OM.

Crédit photo : Mohammed El Hamzaoui

Une ville de taille humaine

Une ville ouvrière et populaire de 17 000 habitants peut être pionnière dans l'évolution de notre société tout entière, dans l'égalité des droits et dans la conduite de projets novateurs.

Je pense à la vaste opération de renouvellement urbain en lien avec l'ANRU et l'ensemble des collectivités qui nous permettent, par leur soutien, de changer le quotidien de nos habitant·e·s. Nous avons aussi engagé notre ville dans une importante phase de transition écologique : j'en veux pour preuve le lancement des travaux pour mettre en place un réseau de thalassothérapie, offrir un système de chauffage pérenne, réaliser des économies d'échelle et stabiliser le coût de l'énergie pour nos habitants, la reforestation de Castillon menée avec les enfants, les professeurs et les agents de la Ville pour panser notre forêt meurtrie par deux incendies consécutifs en 2020...

Tous ces projets durables visent à améliorer la qualité de vie de nos habitants, ils nous permettent d'inclure et de sensibiliser autour de cette importante cause commune que représente la protection de notre environnement.

Autre fer de lance de notre action municipale, nous avons tenu à rendre encore et toujours plus accessible l'éducation et la culture populaire : en témoigne la création des festivals d'art de rue « Les Nouveaux Ateliers » et « Sem'art rue » qui rayonnent aujourd'hui à l'international et ouvre Port-de-Bouc à une nouvelle forme de tourisme.

Chaque année, en créant des œuvres monumentales sur les façades municipales et dans l'ensemble de nos quartiers, nous offrons une culture du quotidien aux habitants tout en embellissant notre ville.

Toujours dans cette perspective, nous avons créé un tout nouveau musée numérique Microfolie aux



abords de notre centre d'arts plastiques pour favoriser un accès à la culture et aux plus grandes œuvres des musées nationaux : le Louvre, le château de Versailles, l'Institut du Monde arabe, la Cité de la Musique sont désormais accessibles gratuitement et sans avoir à se déplacer.

Je veux enfin terminer mon propos en rappelant toute l'importance que revêt pour notre ville l'obtention du contournement autoroutier de la RN568

qui s'illustre comme une clé de voute essentielle pour recoudre notre ville, développer l'activité économique du Golfe de Fos et réduire les nuisances qui impactent quotidiennement nos populations. L'État prévoit un démarrage des travaux en 2027 pour une mise en service de ce nouvel axe routier en 2030.

Port de Bouc démontre qu'une autre voie est possible ! Une ville ouvrière peut montrer l'exemple, elle peut protéger la dignité de toutes et tous et rendre fiers ses habitant·e·s, ses travailleuses et travailleurs, peu importe leurs moyens, leur âge, leur origine, leur sexe ou leur provenance.

Être une ville de taille humaine, c'est créer des sentiers vers l'espoir, c'est ouvrir en grand les portes de la République à tout un chacun, c'est tracer des perspectives d'avenir tout en défendant des principes fondamentalement humanistes et communistes. ✪

Laurent Belsola

maire de Port-de-Bouc, élu meilleur maire des Bouches-du-Rhône par le TrombinoScope, lundi 12 mars



<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>

Notre rôle dans la crise

La crise politique s'installe. Le départ du gouvernement, la démission de Lecornu, les manœuvres en coulisses... Pendant ce temps, l'inflation grignote les salaires, Parcoursup va bientôt être dans toutes les têtes, les inégalités explosent. Alors que faire ?

Chacun est dans son rôle. Le PCF cherche une issue politique, une majorité de rupture avec les logiques libérales et guerrières. La CGT organise les travailleurs pour les salaires et l'emploi. Nous, Jeunes Communistes, avons la responsabilité de mobiliser la jeunesse.

Quand on entend "se mobiliser", on pense de suite à aller en manif ou bloquer son lycée. Ce n'est pas que ça ! C'est s'organiser, débattre, faire lire ce journal, convaincre tous les jours autour de soi que, collectivement, nous avons du pouvoir. Un vieux slogan de la JC disait : « Ils ont les milliards, nous sommes des millions. » C'est toujours vrai.

Pour obtenir des augmentations de salaire, on se met en grève dans sa boîte, on construit un rapport de force avec les patrons. Pour faire tomber Parcoursup et imposer un vrai service public de l'orientation, on agit dans nos lycées, on interpelle, on bloque si besoin. Pour que nos stages aient du sens en lycée pro, on s'organise, on élève la voix. Pour que nos apprentissages ne soient pas juste de l'exploitation déguisée, on se bat sur nos lieux de formation.

Rien ne tombera du ciel, quel que soit le gouvernement. Oui, un gouvernement de gauche est plus à même de répondre à nos attentes. Mais ce qui détermine les avancées, c'est le rapport de force. Et ce rapport de force, nous le construisons partout où nous sommes.

Les communistes avancent toujours sur deux jambes : l'action dans les institutions et l'organisa-



tion populaire. L'une sans l'autre, c'est l'impasse. Alors que l'Assemblée piétine, nous avons une responsabilité immense : faire entendre la voix de la jeunesse, porter des revendications concrètes, ouvrir des perspectives.

La crise est profonde, mais elle ouvre des brèches. Ne laissons pas passer l'occasion de nous organiser. ✘

Assan Lakehouli
secrétaire général du MJCF



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Madagascar : la colère du peuple, l'effacement du président

Au moment où ces lignes sont écrites, la situation à Madagascar demeure confuse. Tandis que le président Andry Rajoelina reste invisible, la contestation populaire s'amplifie, et une partie de l'armée affirme avoir pris le contrôle des forces armées.

Depuis la fin septembre, la contestation enflamme à Antananarivo : la rue défie le pouvoir, l'armée se fracture et le président Rajoelina demeure invisible. Né des coupures d'eau et d'électricité, le mouvement s'est transformé en crise d'État.

Le peuple debout face à un pouvoir à bout

Partis des campus, les cortèges ont gagné les quartiers populaires puis les grandes villes. L'étincelle : jusqu'à douze heures de délestage, des robinets à sec, des files interminables aux bornes-fontaines. Ces privations, vécues comme des humiliations, ont cristallisé la colère d'une jeunesse instruite, mais sans avenir, rassemblée autour du collectif Gen Z Madagascar pour dénoncer la corruption, l'arbitraire et la confiscation du pouvoir.

La répression a été immédiate : couvre-feu, arrestations, 22 morts, des dizaines de blessés. Mais au-delà des affrontements, c'est tout un modèle qui

vacille. Depuis son coup d'État de 2009, Rajoelina a bâti une autocratie : élections verrouillées, clientélisme d'État, achat de voix à coups de riz et d'huile. Sur ce fond d'inégalités abyssales (75 % de la population vit sous le seuil de pauvreté), la crise économique nourrit la révolte politique. Les délestages enrichissent leurs profiteurs : importateurs de groupes électrogènes, vendeurs d'eau, opérateurs privés. Le jerrycan jaune est devenu le symbole d'un peuple refusant de payer pour la corruption. Les étudiants, issus d'une petite classe moyenne déclassée, ont ouvert la marche, bientôt rejoints par syndicats, églises, associations, commerçants et paysans : c'est la société tout entière qui réclame de la lumière, au propre comme au figuré.

De la rue à l'Élysée : Macron s'invite dans la crise malgache

Le tournant est venu le 11 octobre, quand une unité



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA



de l'armée malgache, a proclamé prendre le contrôle des forces armées et appelé les soldats à « ne pas tirer sur le peuple ». La présidence a dénoncé une tentative de coup de force. Cette irruption révèle une armée fracturée : une partie des troupes, lassée de la répression, se rapproche des manifestants. Entre un président invisible et des casernes divisées, le pays glisse vers un duel de légitimités.

Après plusieurs jours de silence, Andry Rajoelina a réapparu le 13 octobre dans une vidéo diffusée uniquement sur Facebook. Il s'y dit « dans un lieu sûr » après une tentative de meurtre et appelle à « respecter la Constitution » comme unique issue à la crise. Mais cette réapparition n'a fait qu'accroître la méfiance. Selon Radio France internationale (RFI), le président aurait été exfiltré par un avion militaire français vers La Réunion, avant de gagner une destination inconnue.

C'est là que la diplomatie s'invite dans la crise. Tandis que la Southern African Development Community (SADC), fidèle à sa tradition de médiation prudente, se limite à des appels au dialogue, Paris reprend son vieux rôle de tuteur inquiet. Emmanuel Macron, parlant de « stabilité » et d'« ordre constitutionnel », a tenu les mots rituels de la Françafrique : sermonner les manifestants, protéger un président qu'il sait discrédité.

Ce réflexe paternaliste, hérité d'un autre temps, révèle le paradoxe malgache : un président qui se dit souverainiste mais détient la nationalité française, en violation d'une Constitution qui exige d'être exclusivement malgache pour diriger le pays. Sous le parapluie de Paris, Rajoelina incarne une dépendance postcoloniale que la rue rejette.✶

Félix Atchadé,

responsable du Collectif Afrique et membre du Secrétariat du secteur international du PCF.

Cet article s'inspire en partie d'une note co-rédigée avec Carl Ravoavy, secrétaire de la section PCF du XVIII^e arrondissement de Paris.

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**